

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3738

5 décembre 2014

### SOMMAIRE

3P Condor Management S.à r.l. ....	179381	Fair Partners S.à r.l. S.C.A. ....	179379
54th Street Holdings .....	179381	Finepoint Capital Partners II S.à r.l. ....	179378
Baticoncept-Promotions S.A. ....	179383	Gaia Property Investments S.à r.l. ....	179379
Baypower S.à r.l. ....	179385	Hamilton Holding S.à r.l. ....	179424
BCGSS 2 S.à r.l. ....	179402	inConsult S.A. ....	179382
beAccounting S.à r.l. ....	179380	MEGR S.à r.l. ....	179391
Bergon S.A. ....	179386	Metamorphlux S.à r.l. ....	179413
Blitz Agency S.à r.l. ....	179386	Mobag S.à r.l. ....	179378
Bradford Investments S.A. ....	179378	Mobag S.à r.l. ....	179378
Bureau d'Architecture Web, s.à r.l. ....	179386	Office Central Partners Holding S.A. ...	179420
Camberra S.A. ....	179385	Pahia S.A. ....	179383
Carnaz Luxembourg S.A. ....	179395	Pan European Real Estate Fund 2 S.A. ..	179383
Carnaz S.R.L. ....	179395	Patron Erebus S.à r.l. ....	179391
Casinvest Iena S.à r.l. ....	179384	PE-Beteiligungsgesellschaft S.à r.l. ....	179382
Casinvest Iena S.à r.l. ....	179387	ProLogis Netherlands III S.à r.l. ....	179381
CB Properties S.à r.l. ....	179385	ProLogis Netherlands XIX S.à r.l. ....	179381
CDE .....	179386	Prom Verlag .....	179383
Cerberus Nightingale 2 .....	179384	Russian Leasing Securitisation Company S.à r.l. ....	179382
Chaos Computer Club Lëtzebuerg a.s.b.l. .....	179391	Silverlands (SA) Plantations .....	179421
Charger Lux HoldCo (Offshore) S.à r.l. .	179382	Sophis Holding (Luxembourg) S.à r.l. ...	179390
CJ Lux Holdings .....	179378	VAT Management S.à r.l. ....	179380
Clarkford Properties Ltd S.à r.l. ....	179384	Vetrelli S.A. ....	179380
Cube Infrastructure Fund .....	179384	WUB Vermögens S.à r.l. ....	179380
ElySION Dessau S.à r.l. ....	179379	Young LuxCo S.à r.l. ....	179424
Euro Port S.A. ....	179379		

**Mobag S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3844 Schifflange, Z.I. Letzebuerger Heck.

R.C.S. Luxembourg B 62.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177823/10.

(140203379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

**Mobag S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3844 Schifflange, Z.I. Letzebuerger Heck.

R.C.S. Luxembourg B 62.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177824/10.

(140203943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

**CJ Lux Holdings, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 190.857.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 18 novembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014178355/11.

(140204696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

**Finepoint Capital Partners II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 189.129.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 8 octobre 2014.

Référence de publication: 2014178467/11.

(140204275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

**Bradford Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 162.390.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014178292/12.

(140204904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

**ElySION Dessau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 132.541.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.  
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014178426/11.

(140204829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**Euro Port S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 77.281.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

*Pour la société  
Un mandataire*

Référence de publication: 2014178450/12.

(140204915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**Fair Partners S.à r.l. S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

**Capital social: EUR 180.000,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 135.513.

Suivant décision du conseil de gérance de Fair Partners S.à r.l. agissant en tant que gérant commandité de Fair Partners S.à r.l. S.C.A., en date du 13 Août 2014, le siège social de la société a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Signature*

Référence de publication: 2014178463/14.

(140204753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**Gaia Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 146.442.

*Extrait des décisions prises par les associés en date du 8 juillet 2014*

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez prendre note que M. Georges Scheuer, M. François Cottong et Mme Virginie Deconinck, gérants de classe B, résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg.  
Pour extrait sincère et conforme  
*Pour Gaia Property Investments S.à r.l.*  
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014178490/17.

(140204868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**beAccounting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 176.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178979/9.

(140205820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**Vetrelli S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 49.987.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014178950/10.

(140204600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**VAT Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CHF 30.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 187.160.

*Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 novembre 2014*

L'assemblée Générale Extraordinaire a pris les résolutions suivantes:

- Accepte la démission de Monsieur Malte Hansen en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 17 novembre 2014;
- Décide de nommer Mr. Thomas Basenach, né le 4 juillet 1980 à Wadern (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 17 novembre 2014 et ce, jusqu'au 29 Janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178949/16.

(140204245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**WUB Vermögens S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 161.352.

*Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 14 octobre 2014*

En date du 14 octobre 2014, l'associé unique de la Société a pris connaissance de la démission de Johanna Dirkje Martina VAN OORT, gérant de catégorie B, avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a décidé:

- de nommer Stéphane Liégeois, né le 16 novembre 1976 à Saint-Mard en Belgique, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014178962/19.

(140204449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

---

**ProLogis Netherlands III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 65.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179372/9.

(140205365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

**ProLogis Netherlands XIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 71.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179373/9.

(140205363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

**3P Condor Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 158.780.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. November 2014.

*Für 3P Condor Management S.à r.l.*

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2014178972/13.

(140204794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

**54th Street Holdings, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 179.247,00.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.  
R.C.S. Luxembourg B 147.206.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique en date du 13 novembre 2014 que Monsieur Charles Stuart Exon a démissionné de sa position de gérant de type A de la Société avec effet au 13 novembre 2014.

Il est décidé de nommer en remplacement de Monsieur Charles Stuart Exon, Madame Lynnsey Caya, née le 27 juillet 1977 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 15202 Graham Street, Huntington Beach, CA 92649, Etats-Unis d'Amérique, comme gérante de type A de la Société avec effet au 13 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Pierre Agnes comme gérant de type A de la Société;
- Lynnsey Caya comme gérante de type A de la Société;
- Richard Shields comme gérant de type A de la Société;
- Olivier Dorier comme gérant de type B de la Société; et
- Stewart Kam-Cheong comme gérant de type B de la Société.

Le 18 novembre 2014.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014178974/23.

(140204627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

**PE-Beteiligungsgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 119.062.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014179396/10.

(140205796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**Charger Lux HoldCo (Offshore) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 158.706,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 138.248.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177433/10.

(140203954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**Russian Leasing Securitisation Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 118.192.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Par jugement du 13 novembre 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société Russian Leasing Securitisation Company S.à r.l., avec siège social à L-1115 Luxembourg, 2 boulevard Konrad Adenauer, dénoncé en date du 20 septembre 2010. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Françoise NSAN-NWET.

Référence de publication: 2014179421/15.

(140205329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**inConsult S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3850 Schiffflange, 17-19, avenue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 146.544.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Inconsult S.A. tenue le 7 novembre 2014 à Schiffflange*

L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer les personnes suivantes aux fonctions d'administrateurs de la société:

- Monsieur Pierre ZIMMER, né le 12.08.1965 à Esch-sur-Alzette (L), demeurant professionnellement à L - 2020 Luxembourg, 8A, Avenue Monterey

- Monsieur Fabrice CROISEAUX, né le 12.03.1969 à Joeuf (F), demeurant professionnellement à L - 3850 Schiffflange, 17-19, Avenue de la Libération

Ainsi le nombre des administrateurs passe de 3 à 5 membres.

Les mandats ainsi confiés prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014178981/17.

(140205986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**PERF2 SA, Pan European Real Estate Fund 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 162.232.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 17 novembre 2014*

- le siège social de la Société est transféré du 5, rue Alphonse Weicker L-2721 au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 15 octobre 2014

Référence de publication: 2014179394/10.

(140205873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**Prom Verlag, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 32, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 175.372.

—  
Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179406/10.

(140205965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**Baticoncept-Promotions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2409 Strassen, 6, Cité Rackenberg.  
R.C.S. Luxembourg B 33.217.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 17 octobre 2014 à 12.00 heures*

L'assemblée générale constate le changement d'adresse de Madame Caroline HANSEN, administrateur de la société, en L - 6143 Junglinster, 22, Rue Jean-Pierre Ries.

Pour extrait sincère et conforme

*Un administrateur*

Référence de publication: 2014183206/13.

(140206589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Pahia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 90.211.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 14 novembre 2014.*

Les mandats de deux administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 comme suit:

*Conseil d'administration:*

- CL Management S.A, ayant son siège social au 20, Rue de la Poste L-2346 Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et de sociétés de Luxembourg sous le n. B183640, administrateur.

- Madame Hélène MERCIER, demeurant professionnellement à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, administrateur et président.

*Commissaire aux comptes:*

Fiduciaire Mevea Luxembourg SARL, 45-47, Route d'Arlon, L - 1140 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PAHIA S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014179393/21.

(140205766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

---

**Clarkford Properties Ltd S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 23.006,00.**

Siège de direction effectif: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 147.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183231/10.

(140206842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Casinvest Iena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 145.288.

Les statuts coordonnés au 3 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch  
Notaire

Référence de publication: 2014183226/11.

(140206583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Cerberus Nightingale 2, Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 140.095.

*Extrait complémentaire de la publication L140200246 suite aux résolutions de l'actionnaire unique prises en date du 4 novembre 2014*

L'actionnaire unique de la Société a également décidé:

- d'accepter la démission de M. Stefano Drago en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 4 novembre 2014;
- de nommer Mme. Catherine Rondot-Courboillet en tant que présidente du conseil d'administration avec effet au 4 novembre 2014.

Cerberus Nightingale 2  
Représenté par Bertrand Gérardin

Référence de publication: 2014183227/15.

(140206928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Cube Infrastructure Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 124.234.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu en date du 24 octobre 2014*

En date du 24 octobre 2014, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Pierre Fourrier en qualité d'Administrateur,
- de coopter Monsieur Jérôme Guttières, 1, Place Jean Millier, 92400 Courbevoie, France, en qualité d'Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015, en remplacement de Monsieur Pierre Fourrier, démissionnaire.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme  
Pour Cube Infrastructure Fund  
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014183239/18.

(140206836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---



**Baypower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 80.041.

*Extrait des résolutions prises par l'associée unique avec effet au 15 octobre 2014*

1. Monsieur John MALARKEY a démissionné de son mandat de gérant A avec effet au 15 octobre 2014.
2. Madame Patricia CHIU, directrice financière, née en Californie (Etats-Unis d'Amérique), le 29 août 1952, demeurant professionnellement au 12011-12021 Sunset Hills Road, Reston VA 20190, Etats-Unis d'Amérique, a été nommée comme gérante A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour BAYPOWER S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014183207/17.

(140206745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

**Camberra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 141.965.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 18 novembre 2014*

*Résolution unique*

Le conseil d'administration décide de coopter administrateur en remplacement de Monsieur Marco Sterzi, Monsieur Sabrie Soualmia, né le 15 juillet 1982 à Metz, France, et résident professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, nouvel administrateur de la société.

L'élection définitive de Monsieur Soualmia sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Pour copie conforme

*Pour le conseil d'administration*

Xavier Mangjullo

*Administrateur*

Référence de publication: 2014183222/18.

(140206863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

**CB Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 159.869.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé sous seing privé en date du 28 octobre 2014 que:

SILAND HOLDING BV, société de droit hollandais, ayant son siège social à Claude Debussylaan 24, 1082 MD Amsterdam (Pays-Bas), immatriculée à la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33.301.663 a cédé les 40 (quarante) parts sociales qu'elle détenait dans la société CB PROPERTIES S.à r.l. à la société HOUSE ASSOCIATES S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est sis à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 68775,

Suite à ce transfert, les parts sociales sont détenues comme suit:

- HOUSE ASSOCIATES S.A.: .....	120 parts sociales
Total: .....	120 parts sociales

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014183256/19.

(140206739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

**Bureau d'Architecture Web, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 26, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 101.153.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014183216/10.

(140206819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Bergon S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 34.763.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014183211/10.

(140206659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Blitz Agency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1731 Luxembourg, 5, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 84.167.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BLITZ AGENCY S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014183212/12.

(140206709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**CDE, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.962.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 17 novembre 2014*

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Reno Maurizio TONELLI terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183259/22.

(140206211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

**Casinvest Iena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 145.288.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of November,  
before Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,  
is held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Casinvest Iena S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 145288 (the Company). The Company was incorporated on 6 March 2009 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 735 dated 4 April 2009. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time on 3 September 2013, pursuant to a deed of Maître Léonie Grethen, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 2729 dated 31 October 2013.

There appears

Casinvest S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 657,000 and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 142055, as sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder).

The Sole Shareholder is hereby represented by Maître Jacques Graas, lawyer, professionally residing at 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

by virtue of proxy under private seal given on October 28, 2014.

Said proxy, after having initialled *ne varietur* by the proxyholder of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed share capital of the Company, which is set at EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred Euros), represented by 500 (five hundred) ordinary shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;

2. Increase of the share capital of the Company by an aggregate amount of EUR 12,100,000 (twelve million one hundred thousand Euros) in order to bring the share capital of the Company from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to an amount of EUR 12,112,500 (twelve million one hundred twelve thousand five hundred Euros) by way of issuance of four hundred eighty-four thousand (484,000) new ordinary shares of the Company having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each;

3. Subscription to and payment in full of the share capital increase specified under item 2. above by way of a contribution in kind;

4. Authorisation and approval of the amendment of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the issuance of new shares by the Company;

5. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes and grant authority in connection thereto; and

6. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda of the Meeting which has been communicated to it in advance.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 12,100,000 (twelve million one hundred thousand Euros) in order to bring the Company's share capital from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), represented by 500 (five hundred) ordinary shares, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each, to an amount of EUR 12,112,500 (twelve million one hundred twelve thousand five hundred Euros) by way of the issuance of four hundred eighty-four thousand (484,000) new ordinary shares of the Company having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each (the New Shares).

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to, and full payment of, the share capital increase referred to under the second resolution above as follows:

#### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder, represented as stated above, hereby declares to:

(i) subscribe to the New Shares; and

(ii) pay such New Shares in full by means of a contribution in kind (the Contribution) consisting in a receivable in an aggregate amount of EUR 12,100,000 (twelve million one hundred thousand Euros) held by the Sole Shareholder against the Company (the Receivable).

The Contribution in an aggregate amount of EUR 12,100,000 (twelve million one hundred thousand Euros) shall be integrally allocated to the nominal share capital account of the Company.

The valuation of the Receivable contributed to the Company is supported by (i) a certificate issued on October 28, 2014 by two authorized signatories of the Subscriber and (ii) a certificate issued on October 28, 2014 by two authorized signatories of the Company, each stating that, inter alia, (a) the Receivable is certain, liquid and immediately payable, (b) the Receivable is worth at least EUR 12,100,000 (twelve million one hundred thousand Euro), and (c) the entire value of the Receivable shall be allocated to the subscription and payment of the new shares to be issued by the Company.

The Receivable is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly bears witness to it.

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend and replace article 5 of the Articles in order to reflect the above resolutions as follows:

“ **Art. 5. Share capital.** The corporate capital is fixed at twelve million one hundred twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,112,500) represented by 484,500 (four hundred eighty-four thousand five hundred) shares having a par value of twenty-five Euros each (EUR 25) (the Shares).”

#### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the issuance of the New Share and hereby empowers and authorizes any manager of the Company as well as any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, individually to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the New Shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately at four thousand eight hundred euro (EUR 4,800).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the proxyholder of the above appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède.**

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de novembre,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Casinvest Iena S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-

Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 145288 (la Société). La Société a été constituée le 6 mars 2009, par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 735 en date du 4 avril 2009. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises, et pour la dernière fois le 3 septembre 2013 par un acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2729 en date du 31 octobre 2013.

#### A comparu

Casinvest S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 657.000 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 142055, en qualité d'associé unique (l'Associé Unique).

L'Associé Unique est représenté ici par Maître Jacques Graas, avocat, demeurant professionnellement au 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 28 octobre 2014.

La procuration de l'Associé Unique, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire agissant en son nom et pour son compte et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique tel que représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter de ce qui suit:

I. que l'Associé Unique représente la totalité du capital social de la Société s'élevant à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de 12.100.000 EUR (douze millions cent mille euros) afin de porter le capital social de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) à un montant de 12.112.500 EUR (douze millions cent douze mille cinq cents euros) par l'émission de quatre cent quatre-vingt-quatre mille (484.000) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune;
3. Souscription et paiement de la totalité de l'augmentation de capital reprise sous le point 2. ci-dessus par un apport en nature;
4. Autorisation et approbation de la modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'émission des nouvelles parts sociales par la Société;
5. Modification du registre des parts sociales de la Société de façon à y refléter les changements ci-dessus et l'octroi de pouvoir en rapport avec ladite modification; et
6. Divers.

III. après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

La totalité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui lui a été préalablement communiqué.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 12.100.000 EUR (douze millions cent mille euros) de façon à porter le capital social de la Société de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune, à un montant de 12.112.500 EUR (douze millions cent douze mille cinq cents euros) par voie d'émission de quatre cent quatre-vingt-quatre mille (484.000) nouvelles parts sociales ordinaires ayant une valeur nominal de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune (les Nouvelles Parts Sociales).

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription et le paiement de l'augmentation de capital mentionnée dans la deuxième résolution ci-dessus, comme suit:

#### *Souscription - Paiement*

L'Associé Unique, tel que représenté ci-dessus, déclare:

- (i) souscrire les Nouvelles Parts Sociales; et

(ii) payer ces Nouvelles Parts Sociales dans leur intégralité par un apport en nature (l'Apport) constituée d'une créance d'un montant total de 12.100.000 EUR (douze millions cent mille euros) détenue par l'Associé Unique à l'encontre de la société (la Créance).

L'Apport d'un montant 12.100.000 EUR (douze millions cent mille euros) sera intégralement alloué au compte de capital social nominal de la Société.

La valeur de la Créance apportée à la Société est attestée par (i) un certificat émis le 28 octobre 2014 par deux signataires autorisés du Souscripteur et (ii) un certificat émis le 28 octobre 2014 par deux signataires autorisés de la Société, chacun attestant que, inter alia, (a) la Créance est certaine, liquide à terme, (b) la Créance est d'au moins 12.100.000 EUR et (c) la valeur totale de la Créance sera allouée à la souscription et au paiement des nouvelles parts sociales qui seront émises par la Société.

La Créance est immédiatement à la libre disposition de la Société, la preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant, qui en témoigne expressément.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier et remplacer l'article 5 des Statuts afin de refléter les résolutions ci-dessus comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à douze millions cent douze mille cinq cents euros (12.112.500 EUR) représenté par 484,500 (quatre cent quatre-vingt-quatre mille) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les Parts Sociales).»

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter l'émission des Nouvelles Parts Sociales et donne pouvoir et autorité par la présente à tout gérant de la Société et à tout avocat et employé de Allen & Overy, société en commandite simple, agissant individuellement au nom et pour le compte de la Société afin de procéder à l'enregistrement des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des parts sociales de la Société et toute autre formalité afférente.

#### *Estimation des coûts*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à quatre mille huit cents euros (EUR 4.800).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Graas, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 5 novembre 2014. REM/2014/2410. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183225/200.

(140206019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

---

### **Sophis Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 129.255.

Les comptes annuels au 31 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Sophis Holding (Luxembourg) S.à r.l.

Yves Attal / Sandra R. Mezance

Gérant / Gérante

Référence de publication: 2014177972/13.

(140204070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**Patron Erebus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 164.336.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014174833/10.

(140200411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

---

**MEGR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 178.882.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177035/11.

(140202546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Chaos Computer Club Lëtzebuerg a.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13b, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg F 7.653.

**I. Gründungsmitglieder.**

1. Der Verein wurde am 23ten Mai 2008 von folgenden Personen gegründet: Guy Foetz, Kevin Hiebbner, Pascal Menei, Michael Quest, Alexander Rohde und Laurent Weber. Der erste eingetragene Sitz war in 99A, rue Laurent MENAGER, L-2143, Luxemburg registriert.

**II. Name & Sitz.**

2. Der Verein führt den Namen "Chaos Computer Club Letzebuerg" oder "C3L" in Kurzform.

3. Der Verein hat den Sitz in Avenue Guillaume 13b, L-1651, Luxemburg.

**III. Objektive.**

4. Der Verein gibt sich folgende Objektive:

- Unterstützung der Kommunikations- & Informationsfreiheit
- Analysieren von Systemen und Warnungen an die betreffenden Verantwortlichen senden
- Bildung im Bereich der neuen Technologien und Datenschutz
- Technische Neugierde bezüglich komplexen Systemen stillen

5. Genauere Informationen über die Ziele und Ansichten des Vereins können im Manifest nachgelesen werden. (<https://c3l.lu/manifesto>)

**IV. Mitgliedschaft.**

6. Der Verein versteht 3 verschiedene Typen von Mitgliedschaften:

- ordentliche Mitglieder
- Ehrenmitglieder
- unterstützende Mitglieder

7. Jede Person kann Mitglied im Verein werden. Dafür muss diese die Beitrittserklärung ausfüllen und einreichen, sowie den Mitgliedsbeitrag entrichten.

8. Unterstützende Mitglieder haben die gleichen Rechte wie ordentliche Mitglieder, allerdings ohne Stimmrecht auf der Mitgliederversammlung.

9. Der Vorstand kann Personen, die sich besondere Verdienste um den Verein oder um die von ihm verfolgten satzungsgemäßen Zwecke erworben haben, zu Ehrenmitgliedern ernennen. Ehrenmitglieder haben alle Rechte eines ordentlichen Mitglieds.



10. Der Mitgliedsbeitrag ist auf 25€ für Schüler & Studenten und auf 50€ für Personen mit einem regulären Einkommen pro Jahr festgelegt.

11. Es besteht die Möglichkeit eine doppelte Mitgliedschaft mit dem Verein "Frenn vun der Enn A.S.B.L." einzugehen. Der jährliche Mitgliedsbeitrag für die doppelte Mitgliedschaft wurde auf 70€ für Studenten und auf 150€ für Personen mit einem regulären Einkommen festgelegt.

12. Der Vorstand behält sich das Recht vor, Personen die den Jahresbeitrag nicht zahlen können trotzdem als ordentliche Mitglieder aufzunehmen, im Gegenzug eines aktiven Engagements im Verein.

13. Der Mitgliedsbeitrag kann nur von der Mitgliederversammlung abgeändert werden.

14. Wenn der Verein nicht für Miete & Unterhalt einer Immobilie aufkommt, dürfen die Mitgliedsbeiträge nicht erhöht werden.

15. Jedes Mitglied welches sein Mitgliedsbeitrag nicht bis zum 31ten März des ausübenden Jahres bezahlt hat, wird automatisch als Mitglied aberkannt. Um dem Verein wieder beitreten zu können muss eine neue Beitrittserklärung eingereicht werden.

16. Durch das Einsenden einer GPG signierten Mail oder dem Austrittsformular kann jedes Mitglied den Verein zu jedem Moment verlassen.

17. Jedes Mitglied, welches dem Verein potentiellen Schaden zufügen möchte oder zugefügt hat, kann ausgeschlossen werden. Die Ausschließung eines Mitglieds kann vom Vorstand angefragt werden, jedoch muss eine außerordentliche Mitgliederversammlung einberufen werden um über die Ausschließung zu bestimmen. Vor der Mitgliederversammlung müssen Beweise für die Ausschließung hervorgebracht werden. Das auszuschließende Mitglied kann ebenfalls seine Ansichten vortragen und verteidigen. Eine geheime Abstimmung aller anwesenden Mitglieder entscheidet über die Ausschließung.

18. Jedes Mitglied darf das Vereinslokal zu jedem Zeitpunkt benutzen.

19. Die Mitgliedschaft währt bis zum 31. Dezember.

#### **V. Organe des Vereins.**

20. Die Organe des Vereins sind:

- (Außerordentliche) Mitgliederversammlung (Kurzform: (A)MV)
- Vorstand
- ChaosMeetings
- Kommissionen

#### **VI. (Außerordentliche) Mitgliederversammlung.**

21. Die jährliche MV muss im ersten Quartal des Jahres stattfinden.

22. Das Datum der jährlichen MV muss 28 Tage im Voraus festgelegt werden.

23. Die Einladungen für die jährliche MV sowie auch für eine AMV müssen 14 Tage im Voraus an die Mitglieder versendet werden. Diese Einladung muss die Tagesordnung, Satzungsänderungen und Kandidaturen beinhalten.

24. Die MV kann einberufen werden, wenn folgende Themen auf der Tagesordnung stehen:

1. Änderung der Satzung
2. Wahl eines Vorstands
3. Überprüfung der Finanzen
4. Auflösung des Vereins
5. Ausschließung eines Mitglieds
6. Einführung einer neuen Kommission
7. Auflösung einer Kommission

25. Es müssen mindestens zwei-drittel der Mitglieder auf der MV anwesend sein um Änderungen annehmen zu können. Falls dies nicht der Fall ist, muss eine AMV auf einem anderen Datum einberufen werden.

26. Eine AMV ist eine nicht reguläre MV mit den gleichen Rechten, Regeln und Befugnisse.

27. Die AMV ist auch beschlussfähig, wenn mindestens ein-drittel der Mitglieder anwesend sind.

28. Wenn ein-viertel der Mitglieder oder der Vorstand für eine AMV anfragen, muss dieser Anfrage innerhalb eines Monats Rechnung getragen werden.

29. Jedes ordentliche Mitglied hat ein Stimmrecht auf einer (A)MV.

30. Ein ordentliches Mitglied kann einem anderen Mitglied die Vollmacht seiner Wahlstimme geben, falls sie nicht an der (A)MV teilnehmen kann. Die Bevollmächtigung muss von Hand oder per GPG vom Urheber unterschrieben sein. Die Bevollmächtigung muss bis Beginn der (A)MV dem Sekretär mitgeteilt werden. Jedes Mitglied kann jeweils nur ein anderes Mitglied vertreten.

31. Alle Abstimmungen werden von den anwesenden bzw. repräsentierten Mitgliedern ausgeführt. Alle Wahlgänge verlaufen offen und nach der einfachen Majorität, falls nicht anders definiert.



32. Die (A)MV muss über die Entlastung des vorherigen Vorstands und deren Aufgabenbereiche entscheiden. Dies geschieht über eine Wahl. Wenn diese Wahl negativ ausfällt, greift die Wiedergutmachungsklausel (VII/10).

33. Der Präsident und der Vorstand werden jeweils für ein Amtsjahr gewählt.

34. Die Abstimmung für den Präsidenten entscheidet sich in einem separaten Wahlgang. Diese Abstimmung findet geheim statt.

35. Jeder Kandidat für einen Platz im Vorstand muss sich jeweils vor der (A)MV mit ihren Objektiven für das kommende Jahr vorstellen.

36. Die Auszählung der Stimmen müssen durch 2 nicht kandidierende Mitglieder ausgeführt werden, vorausgesetzt der Verein zählt mehr als 3 Mitglieder.

37. Satzungsänderungen können nur angenommen werden, wenn sich zweidrittel der anwesenden Mitglieder sich dafür aussprechen.

38. Die (A)MV wählt zwei Finanzprüfer, welche nicht Mitglied des Vorstands sein dürfen. Die Finanzprüfer müssen nicht Mitglied des Vereins sein.

39. Die (A)MV wählt die Mitglieder der jeweiligen Kommissionen.

#### **VII. Vorstand.**

40. Der Verein wird von einem Vorstand verwaltet, welcher sich mindestens aus 3 und maximal aus 6 Mitgliedern zusammensetzt; binnen der Präsident, der Sekretär, der Schatzmeister und 3 andere Mitglieder, welche von der (A)MV gewählt werden müssen.

41. Jedes Mitglied des Vorstands ist wiederwählbar.

42. Jedes Mitglied kann für einen Posten im Vorstand kandidieren. Alle Kandidaturen müssen vor jeder (A)MV an den Sekretär (info@c3l.lu) gesendet werden. Die Kandidaturen müssen den Posten, für welchen das Mitglied kandidiert, beinhalten.

43. Ein unbesetzter Posten im Vorstand, kann temporär von einem anderen Mitglied des Vereins ausgeführt werden. Diese Person wird durch den Vorstand gewählt und eine geheime Abstimmung nach einfacher Majorität muss durchgeführt werden. Die Person bleibt auf diesem Posten bis zur nächsten (A)MV. Die gewählte Person hat ein Vetorecht. Wenn die gewählte Person von seinem Vetorecht Gebrauch macht, muss der Vorstand eine andere Person auswählen oder eine AMV einberufen. Wenn die Person nicht von seinem Vetorecht Gebrauch macht, muss der Vorstand innerhalb der folgenden 3 Monate eine AMV einberufen.

44. Der Vorstand kommt zusammen, wenn ein Mitglied des Vorstands dies wünscht. Der Vorstand kann nur tagen, wenn mindestens 50% des Vorstands anwesend ist.

45. Entscheidungen werden aufgrund einfacher Majorität getroffen, wenn ein Mitglied es verlangt müssen sie ebenfalls geheim getroffen werden. Im Falle eines gleichen Wahlausgangs, überwiegt die Stimme des Präsidenten.

46. Wenn sich mindestens 2 Mitglieder des Vorstands zusammentun, können sie einen Misstrauensantrag gegen ein anderes Mitglied im Vorstand stellen, wenn dieser seiner Aufgabe nicht nachkommt.

47. Wenn sich mindestens ein Viertel der ordentlichen Mitglieder zusammentun, können sie einen Misstrauensantrag gegen ein Mitglied des Vorstands stellen.

48. Wenn ein Misstrauensantrag vorliegt, muss der Vorstand eine AMV einberufen, damit dieses Thema behandelt werden kann. Hier greift die Wiedergutmachungsklausel (VII/10).

49. Ein gewähltes Mitglied muss für die unvollständigen bzw. nicht ausgeführten Aufgaben eine Entschädigung hervorbringen, wenn kein akzeptabler Grund hervorgebracht wurde. Der Vorstand, außer der betroffenen Person, stimmt über eine Frist ab, bis wann die Aufgabe vom gewählten Mitglied erfüllt sein muss. Wenn diese Aufgabe nicht erfüllt wird, stehen folgende Konsequenzen zur Verfügung, welche vom Vorstand, außer der betroffenen Person, gewählt werden:

- Ausschluss aus dem Vorstand für ein bis drei Jahre
- Rücktritt von seiner aktuellen Position
- Ausscheidung aus dem Verein

#### **VIII. ChaosMeetings.**

50. Die Stimme der Mitglieder ist durch die ChaosMeetings vertreten

51. Die ChaosMeetings finden wöchentlich, entweder an einem vordefiniertem Ort statt oder im offiziellen C3L "XMPP Conference Room". Es ist der reguläre Treff der Mitglieder, welcher jedoch von jedem besucht werden kann.

52. Anwesende Mitglieder des Vereins können Entscheidungen bzgl. der folgenden Aktivitäten, Projekte und Aktionen des Vereins treffen.

#### **IX. Finanzprüfer.**

53. Die Aufgaben der Finanzprüfer bestehen darin:

- die Einnahmen & Ausgaben zu des letzten Geschäftsjahres zu überprüfen
- ihre Resultate der (A)MV und dem Vorstand in Form eines Berichts zu erklären und zu übergeben.

## **X. Kommissionen.**

54. Eine Kommission hat folgende allgemeine Aufgaben:

- Auf den ChaosMeetings sowie der (A)MV Bericht ablegen über vergangene und folgende Aktivitäten
- Ansprechpartner sein für ihren Themenbereich

55. Eine Kommission muss mindestens aus einem Mitglied bestehen. Die maximale Anzahl der Mitglieder wird von der jeweiligen Kommission bestimmt.

56. Jedes ordentliche Mitglied kann sich für einen Posten in einer Kommission melden.

57. Jedes ordentliche Mitglied, auch wenn es nicht in der Kommission ist, kann an den Kommissionssitzungen teilnehmen.

58. Jedes ordentliche Mitglied, sowie jedes Mitglied einer Kommission, kann eine Kommissionssitzung einberufen.

59. Entscheidungen werden in den Kommissionssitzungen getroffen. Das ChaosMeeting kann aber diese Entscheidungen als hinfällig erklären und Alternativen anbieten.

60. Ein ChaosMeeting kann einen Misstrauensantrag gegen gewählte Mitglieder der Kommission stellen, wenn diese ihre Aufgabe nicht erfüllen. Hierbei gelten die gleichen Prozeduren, wie bei einem Misstrauensantrag gegen gewählte Mitglieder im Vorstand (VII/10).

61. Der Vorstand kann temporäre Kommission erstellen, wenn der Bedarf daran besteht. Dies muss aber auf einem ChaosMeeting entschieden werden.

62. Folgende Kommissionen bestehen:

- Pressekommission
- Vereinslokkommission

## **XI. Pressekommission.**

63. Die Pressekommission dient als Bindeglied sowie Kommunikationspartner zwischen der Presse und dem Verein.

64. Die Pressekommission wird von 2 Mitgliedern, als Pressesprecher, nach aussen vertreten.

65. Die Mitglieder der Pressekommission bekommen Zugang zum Pressetelefon und zur Presseemailadresse (press@c3l.lu).

66. Alle Presseanfragen müssen den Mitgliedern mitgeteilt werden und, wenn möglich, mit den Mitgliedern erfüllt werden.

67. Die Pressekommission kann Presseanfragen für Videoaufnahmen bzw. Audioaufnahmen an Mitglieder delegieren, die sich mit dem Thema auskennen.

68. Presseanfragen, bei welcher etwas Schriftliches eingereicht werden muss, müssen, wenn möglich, in einem kollaborativen Prozess mit den Mitgliedern ausgearbeitet werden.

69. Presseanfragen die über das Pressetelefon gestellt werden und sofort beantwortet werden müssen, dürfen von den Mitgliedern der Pressekommission durchgeführt werden. In diesem Fall müssen sie, so schnell wie möglich, den Mitglieder mitteilen, dass sie dieses Interview getätigt haben. Diese Mitteilung muss folgendes enthalten:

- Name des Journalisten bzw. seiner Arbeitsstelle
- Thema des Interviews
- Wenn möglich, wann es publiziert wird

70. Pressemitteilungen, die vom Verein heraus erstellt werden, müssen, wenn möglich, in einem kollaborativen Prozess mit den Mitgliedern ausgearbeitet werden.

71. Die Pressekommission ist dafür zuständig, dass alle Presseerscheinungen archiviert werden und den Mitgliedern online zur Verfügung stehen. Dies kann auch von Mitgliedern ausgeführt werden die nicht in der Kommission sind. Im konkreten Fall bedeutet dies:

- Erscheinungen in den Printmedien müssen eingescannt werden
- Onlineartikel müssen kopiert werden
- Audio- und Videoaufnahmen müssen heruntergeladen werden

## **XII. Vereinslokkommission.**

72. Die Vereinslokkommission hat als Aufgabe sich mit den Themen, welche sich um das Vereinslokal drehen, zu beschäftigen. Diese beinhalten:

- Große, strukturelle Veränderungen
- Reparaturen
- Mit dem Vermieter in Kontakt stehen
- Sich um die Kasse für Getränke & Snacks kümmern
- Sich um den Vorrat an Getränken & Snacks kümmern
- Größere Investitionen, welche Platz benötigen
- Regeln für das Zusammenleben im Vereinslokal aufstellen

73. Ordentliche Mitglieder können zu jedem Zeitpunkt, Vorschläge der Kommission mitteilen, welche dann über den Vorschlag diskutiert und auf dem ChaosMeeting eine Entscheidung treffen muss.

### **XIII. Regeln im Vereinslokal.**

74. Jede Form von Vandalismus ist im Vereinslokal untersagt. Mitglieder, welche diese Regel brechen müssen Konsequenzen tragen. Folgende Konsequenzen stehen zur Verfügung:

- Ausschluss aus dem Verein
- Finanzielle Entschädigung für das beschädigte Material
- Ersetzung des beschädigten Materials
- Temporäre Aberkennung des Rechts auf Zugang zum Vereinslokal

Diese Konsequenzen müssen vom Vorstand, in Zusammenarbeit mit der Vereinslokal-Kommission, gewählt werden. Das ChaosMeeting muss jedoch über die Angemessenheit der Konsequenz entscheiden. Nur im Falle des Ausschlusses aus dem Verein, muss eine AMV einberufen werden.

75. Die Regeln, welche sich um das Zusammenleben im Vereinslokal kümmern, müssen auf den "Hackerspace Design Patterns" ([http://hackerspaces.org/wiki/Design\\_Patterns](http://hackerspaces.org/wiki/Design_Patterns)) aufgebaut werden.

### **XIV. Auflösung des Vereins.**

76. Die Lebenszeit des Vereins ist unbegrenzt, fällt die Mitgliederzahl allerdings unter 3, ist der Verein mit sofortiger Wirkung aufgelöst.

77. Die Auflösung des Vereins kann nur entschieden werden, wenn mindestens zwei-drittel aller Mitglieder auf einer (A)MV anwesend sind. Die Abstimmung findet geheim und durch einfache Majorität statt.

78. Im Falle einer Auflösung des Vereins, werden die Güter die der Verein in ihrem Besitz hat an ihre ursprüngliche Eigentümer zurückgegeben, unter den übrigbleibenden Mitgliedern aufgeteilt bzw. an einen gemeinnützigen Verein gestiftet. Nachdem alle offenstehenden Rechnungen beglichen worden sind, muss das restliche Kontoguthaben des Vereins an einem gemeinnützigen Verein gestiftet werden. Der gemeinnützige Verein wird von der (A)MV bestimmt.

### **XV. Nationales Gesetz.**

79. Für jeden Fall der nicht in dieser Satzung vorgesehen ist, gilt das "Vereinsgesetz" Gesetz vom 21ten April 1928.  
Référence de publication: 2014183228/224.

(140206383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

### **Carnaz S.R.L., Société à responsabilité limitée, (anc. Carnaz Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 119.006.

L'an deux mille quatorze,  
le sept novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,  
s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire ('«Assemblée») des actionnaires de la société «CARNAZ LUXEMBOURG S.A. (la «Société»), une société anonyme établie et ayant son siège social au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, avec un capital social souscrit de trente-deux mille euros (32'000.- EUR) divisé en trois cent vingt (320) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées.

La Société fut constituée suivant un acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 25 août 2006 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 29 septembre 2006, sous le numéro 1827 et page 87666, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 119 006.

Les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis la date de sa constitution.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Marc DEBATY, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Madame Carine AGOSTINI, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée a choisi comme scrutatrice Madame Angelina SCARCELLI, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'Assemblée constate:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- 1) Approbation d'une situation comptable de la Société au 31 octobre 2014.
- 2) Modification de la dénomination de la Société en «CARNAZ S.R.L.».
- 3) Fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2070.
- 4) Démission avec décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société.
- 5) Transfert du siège social statutaire et administratif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, et adoption par la Société de la nationalité italienne; décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 6) Fixation du nouveau siège social de la Société à Viale Valturio, n. 44, I-47923 Rimini (Italie).
- 7) Changement de la forme juridique de la Société d'une société anonyme en celle d'une société à responsabilité limitée de droit italien.
- 8) Modification de l'objet social de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article TROIS (3) des statuts refondus de la Société en langue italienne.
- 9) Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne.
- 10) Nomination d'un administrateur unique en la personne de Monsieur Stefano BERTI, né à Bologne (Italie), le 30 août 1958, domicilié à Viale Valturio, n. 44, L-47923 Rimini (Italie) Cod. fiscale: BRT SFN 58M30 A944VV.
- 11) Délégation de pouvoirs.

II) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

III) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée DECIDE d'approuver sans restriction ni réserve, la situation comptable intérimaire de la Société au 31 octobre 2014 et précise de même qu'étant donné que le transfert de la Société se fait sans paiement d'impôts, dans le pays d'origine, la valeur fiscale du patrimoine reste identique à la valeur historique.

Ladite situation comptable, après avoir été signée «ne varietur» par tous les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée DECIDE de changer la raison sociale de la Société en «CARNAZ S.R.L.».

*Troisième résolution*

L'Assemblée DECIDE de fixer la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2070.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée DECIDE d'accepter la démission de Monsieur Federico CANNIZZARO di BELMONTINO, de Monsieur Jean-Marc DEBATY et de Madame Angelina SCARCELLI de leurs mandats d'administrateurs et également de la société «LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé: «INTERCONSULT», en tant que commissaire aux comptes actuel de la Société et DECIDE de leur accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'au jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée DECIDE de transférer le siège social administratif et le siège de direction effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Rimini (Italie) et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969, et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'Assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été régulièrement payés au Grand-Duché de Luxembourg.

*Sixième résolution*

L'Assemblée DECIDE de fixer le nouveau siège social de la Société à Viale Valturio, n. 44, I-47923 Rimini (Italie).

#### *Septième résolution*

L'Assemblée DECIDE de changer la forme juridique de la Société d'une société anonyme (S.A.) en celle d'une société à responsabilité limitée (S.r.l) régie par le droit italien.

#### *Huitième résolution*

L'Assemblée DECIDE de modifier l'objet social existant de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article TROIS (3) des statuts refondus de la Société en langue italienne.

#### *Neuvième résolution*

Afin de refléter tous ces changements intervenus ci-avant, l'Assemblée DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «CARNAZ S.R.L.», pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

### **Nouvelle version des statuts en langue italienne:**

#### **“Titolo I. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata**

##### **Art. 1. Denominazione sociale.**

1.1. E' costituita una Società a responsabilità limitata denominata: CARNAZ S.R.L.

##### **Art. 2. Sede.**

2.1. La società ha sede in Rimini.

2.2. La società potrà istituire e sopprimere sedi secondarie, filiali, rappresentanze ed agenzie sia in Italia che all'estero.

##### **Art. 3. Oggetto sociale.**

3.1. La società ha per oggetto:

- l'assunzione di interessenze e partecipazioni in società, enti od imprese, a scopo di stabile investimento e non di collocamento e quindi non nei confronti del pubblico;

- l'attività di concessione di finanziamenti ed il coordinamento tecnico, finanziario, amministrativo e delle strategie industriali delle società partecipate.

3.2 La società potrà svolgere tutte le attività finanziarie, mobiliari, immobiliari e commerciali che l'organo amministrativo ritenga utili o necessarie per la realizzazione delle attività che costituiscono l'oggetto sociale; potrà acquistare e cedere crediti di qualsiasi natura, concedere fidejussioni, avalli e prestare garanzie reali e personali anche per debiti di terzi, se utili o necessarie per la realizzazione delle attività che costituiscono l'oggetto sociale.

3.3 Tutte le suddette attività dovranno essere svolte nei limiti e nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti ed è in particolare escluso l'esercizio nei confronti del pubblico di ogni attività qualificata dalla normativa vigente come attività finanziaria nonché di ogni attività riservata agli iscritti in albi professionali, elenchi e/o registri o a soggetti muniti di requisiti non in possesso della società.

##### **Art. 4. Durata.**

4.1. La durata della Società è fissata dalla data dell'atto costitutivo fino al 31 dicembre 2070 e potrà essere prorogata una o più volte con deliberazione dell'assemblea dei soci.

#### **Titolo II. capitale - Strumenti di finanziamento partecipazione sociale**

##### **Art. 5. Capitale sociale.**

5.1. Il capitale sociale è determinato in Euro 32.000,00 (trentaduemila/00).

Le quote sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria in capo a società fiduciarie. Nell'ipotesi di intestazione fiduciaria in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto ed esclusivo interesse del fiduciante effettivo proprietario della partecipazione

##### **Art. 6. Aumento di capitale.**

6.1. La Società potrà aumentare il capitale sia mediante nuovi conferimenti in denaro, in natura o di crediti, sia mediante passaggio di riserve a capitale.

##### **Art. 7. Apporti e finanziamenti dei soci.**

7.1. La Società può acquisire dai soci, previo consenso individuale degli stessi, versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci, sulla base di trattative personalizzate, finanziamenti con obbligo di rimborso, che si presumono infruttiferi salva diversa determinazione risultante da atto scritto.

##### **Art. 8. Emissione di titoli di debito.**

8.1. La società può emettere titoli di debito, che possono essere sottoscritti unicamente dai soggetti a ciò legittimati dalla normativa vigente, su decisione dell'assemblea dei soci che delibera con il voto favorevole della maggioranza del capitale sociale.

### **Art. 9. Trasferimento della partecipazione sociale per atto tra vivi.**

9.1. Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi.

Si intendono trasferimenti di partecipazioni qualsiasi negozio, a titolo oneroso o gratuito, concernente la piena proprietà e/o tutti i diritti - reali e non - sulle partecipazioni (ivi compresi, in via esemplificativa, la compravendita, la donazione, la permuta, il conferimento in società, la costituzione di rendita, la dazione in pagamento), in forza dei quali si conseguano, in via diretta o indiretta, il mutamento di titolarità, anche parziale, delle partecipazioni o diritti.

9.2. Qualora un socio intenda alienare o trasferire, come sopra genericamente elencato, in tutto o in parte, la quota per atto tra vivi, spetterà a ciascuno degli altri soci il diritto di prelazione a parità di prezzo, valore (per atti a titolo gratuito), condizioni.

Il diritto di prelazione non si applica in caso di trasferimento a favore di società fiduciaria, autorizzata all'esercizio di tale attività ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, e di ritrasferimento da parte della stessa all'ai socio/i proprio/i fiduciante/i ed al/ai suoi/loro eredi e successori mortis causa. Qualora l'atto di trasferimento sia a titolo gratuito, la prelazione è regolamentata come sopra e la definizione di "prezzo" deve intendersi riferita al "valore dichiarato" e/o ad altro elemento valutativo dell'operazione.

9.3. Al fine di consentire l'esercizio del diritto di prelazione, il cedente dovrà comunicare con lettera raccomandata con avviso di ricevimento agli altri soci le condizioni della vendita, il prezzo e/o valore ed il nome dell'acquirente.

Gli altri soci devono manifestare la volontà di esercitare il diritto di prelazione con lettera raccomandata con avviso di ricevimento spedita al cedente entro trenta giorni dal ricevimento della comunicazione di quest'ultimo.

9.4. Il diritto di prelazione si esercita per il medesimo diritto e sull'intera quota.

Se più soci esercitano il diritto di prelazione, gli stessi potranno rendersi acquirenti della quota in proporzione alle quote da ciascuno di essi possedute.

I soci che non manifestano la volontà di acquistare nei termini e con l'osservanza delle formalità sopra descritte si intendono rinunciare all'esercizio del diritto di prelazione.

9.5. Nell'ipotesi di trasferimento di partecipazione per atto tra vivi, eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel Registro Imprese e nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e la cessione eseguita non avrà effetti nei confronti della società.

9.6. La cessione delle partecipazioni sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la espressa rinuncia alla prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

### **Art. 10. Liquidazione della partecipazione sociale per causa di morte.**

10.1. In caso di morte di uno dei soci, gli altri soci si obbligano fin d'ora a liquidare agli eredi in denaro la quota entro 180 giorni dalla data del decesso, in misura nominale pari alla quota spettante al de-cuius sul valore del patrimonio netto risultante dall'ultimo bilancio approvato (se riferito a data anteriore di non più di quattro mesi) o, in caso il decesso avvenga oltre tale termine di 4 mesi, in pari quota sul patrimonio netto risultante da una situazione aggiornata a data non anteriore a 60 giorni dalla data di decesso.

La liquidazione, salvo diverso accordo tra gli altri soci, dovrà essere sostenuta da essi in parti proporzionali alle proprie quote di capitale.

10.2. In caso di morte dell'unico socio ognuno degli eredi potrà richiedere la nomina di un liquidatore giudiziale per l'espletamento dei suddetti adempimenti, a meno che tutti gli eredi intendano proseguire la società, nel qual caso subentreranno nelle quote del de-cuius secondo le percentuali spettanti ex-legge e/o in base alle disposizioni testamentarie del de-cuius. Anche in questo caso dovrà essere nominato pro-tempore un amministratore giudiziale.

### **Art. 11. Recesso del socio.**

11.1. Ciascun socio ha diritto di recedere dalla Società come regolamentato dal Codice Civile.

11.2. In caso di partecipazioni sociali intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso potrà essere esercitato anche solo per parte della partecipazione intestata fiduciarmente in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.

## **Titolo III. Decisioni dei soci**

### **Art. 12. Decisioni dei soci.**

12.1. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dall'atto costitutivo, nonché sugli argomenti, che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, sottopongono alla loro approvazione.

12.2. Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni previste dal presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

12.3. In caso di partecipazioni sociali intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni il voto potrà essere esercitato in maniera divergente in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.



### **Art. 13. Assemblea dei soci.**

13.1. L'assemblea si riunisce presso la sede sociale oppure altrove, purchè in territorio italiano.

13.2. L'assemblea è convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

13.3. Le convocazioni dell'assemblea vengono eseguite mediante comunicazione contenente l'indicazione del giorno, dell'ora, del luogo dell'adunanza e dell'ordine del giorno, spedito ai soci almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea. L'avviso può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione (compresi il telefax e la posta elettronica) o consegnato ai soci con lettera raccomandata a mano.

Le comunicazioni effettuate mediante posta elettronica o telefax vanno inviate all'indirizzo di posta elettronica o al numero telefonico comunicati dal socio alla Società.

Nell'avviso di convocazione dell'assemblea può essere fissato il giorno per la seconda convocazione. Questa non può aver luogo nello stesso giorno fissato per la prima.

13.4. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano almeno la metà del capitale sociale e delibera con il voto favorevole dei soci che rappresentano la maggioranza del capitale presente o rappresentato in assemblea e, nei casi previsti dai numeri 4 e 5 del secondo comma dell'art. 2479 c.c. con il voto favorevole dei soci che rappresentano almeno la metà del capitale sociale.

13.5. L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

13.6. E' ammessa la possibilità che i partecipanti all'assemblea intervengano a distanza mediante l'utilizzo di sistemi di collegamento audio-visivo ovvero con altri mezzi telematici. In tal caso:

- a) tutti i partecipanti devono poter essere identificati;
- b) deve essere assicurata, comunque, la possibilità per ciascuno dei partecipanti di intervenire e di esprimere il proprio avviso;
- c) deve essere assicurata la contestualità dell'esame della deliberazione;
- d) la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il Presidente ed il Segretario.

13.7. In mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e la maggioranza dei membri dell'organo amministrativo e, se nominato, dell'organo di controllo, sono presenti o informati della riunione e può deliberare quando nessuno degli intervenuti si oppone alla trattazione dell'argomento.

## **Titolo IV. Amministrazione e controlli**

### **Art. 14. Amministrazione.**

14.1. L'organo amministrativo ha i più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società senza limitazioni, con facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge e lo statuto, in modo tassativo, riservano ai soci.

14.2. Gli amministratori, anche non soci, restano in carica a tempo indeterminato, salvo diverso termine disposto all'atto della nomina e sono rieleggibili e revocabili dall'assemblea in qualsiasi tempo.

Qualora il Consiglio di Amministrazione sia composto da due membri, l'intero Consiglio si intenderà decaduto in caso di disaccordo sulla revoca dell'Amministratore Delegato.

14.3. La Società può essere amministrata da un amministratore unico o da un Consiglio di Amministrazione composto da due a cinque membri secondo quanto stabilito dall'atto di nomina che opererà con il metodo collegiale.

14.4. All'organo amministrativo è attribuito potere per istituire e sopprimere succursali, agenzie ed uffici, sia amministrativi che di rappresentanza in Italia ed all'estero ovvero trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune.

### **Art. 15. Consiglio di amministrazione.**

15.1. Qualora siano nominati più amministratori, gli stessi nomineranno fra loro il Presidente del Consiglio di Amministrazione, qualora non vi abbia provveduto l'assemblea dei soci, parimenti, ove non sia fatto dall'assemblea di nomina, saranno i Consiglieri ad attribuire tra essi i poteri di gestione.

15.2. Il Consiglio si raduna sia nella sede sociale che altrove, purchè in Italia; alla convocazione del Consiglio può provvedere ogni consigliere o, se nominati, i sindaci o il revisore.

15.3. Di regola, fra la data dell'avviso di convocazione ed il giorno dell'adunanza, devono decorrere almeno tre giorni, salvo i casi di urgenza per i quali è ammessa la deroga del termine stabilito.

15.4. L'avviso di convocazione può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione.

Le comunicazioni effettuate mediante posta elettronica o telefax vanno inviate all'indirizzo di posta elettronica o al numero telefonico comunicati alla società.

15.5. Per la validità delle deliberazioni del Consiglio occorre la presenza ed il voto favorevole della maggioranza dei suoi membri.

15.6. Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in assenza delle suddette formalità (fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato), siano presenti tutti i membri del Consiglio stesso e tutti i componenti dell'organo di controllo, se nominato.

15.7. Le decisioni degli amministratori possono anche essere adottate mediante consultazione scritta o consenso espresso per iscritto da far pervenire a mezzo telegramma, telefax o e-mail entro il termine indicato nella richiesta.

E' possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con interventi dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) tutti i partecipanti devono poter essere identificati;
- b) deve essere assicurata, comunque, la possibilità per ciascuno dei partecipanti di intervenire e di esprimere il proprio avviso;
- c) deve essere assicurata la contestualità dell'esame della deliberazione;
- d) la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il Presidente ed il Segretario.

15.8. Nei limiti di legge, il Consiglio di Amministrazione potrà delegare i propri poteri, in tutto o in parte, a uno o più dei propri membri.

15.9. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio. Agli stessi può essere riconosciuto, in sede di atto di nomina o con successiva decisione dei soci, un compenso annuale, stabilito in misura fissa o in percentuale rispetto agli utili, nonchè l'accantonamento annuale di una somma da corrispondere loro a titolo di indennità di fine mandato.

#### **Art. 16. Rappresentanza sociale.**

16.1. All'Amministratore Unico, al Presidente del Consiglio di Amministrazione o disgiuntamente a ciascuno degli amministratori è attribuita la rappresentanza generale della Società, attiva e passiva, sostanziale e processuale, con facoltà di promuovere azioni ed istanze giudiziarie ed amministrative per ogni grado di giurisdizione ed anche in giudizi di cassazione e revocazione con facoltà di nominare avvocati, procuratori "ad lites" e periti.

16.2. L'organo amministrativo può nominare direttori e procuratori speciali.

#### **Art. 17. Organo di controllo.**

17.1. La società può nominare un Organo di Controllo e/o un Revisore. La nomina dell'Organo di Controllo e/o del Revisore è in ogni caso obbligatoria nelle ipotesi previste dall'art. 2477 del Codice Civile e negli altri casi previsti dalla legge.

L'Organo di Controllo è costituito, alternativamente, su decisione dei Soci da adottare in sede di nomina, da un membro effettivo detto Sindaco Unico oppure da tre membri effettivi e due supplenti che formano il Collegio Sindacale. All'atto della nomina i Soci determinano anche il compenso spettante al Sindaco Unico o ai membri effettivi del Collegio Sindacale.

L'Organo di Controllo nominato vigila sull'osservanza della legge e delle norme di funzionamento della società, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento.

Esso esercita, altresì, la revisione legale dei conti della società, salvo che per particolari disposizioni di legge o per diversa decisione dei soci sia nominato all'uopo un Revisore. Quando l'Organo di Controllo esercita la revisione legale, tutti i suoi membri, effettivi e supplenti, devono essere iscritti nel registro dei revisori legali.

All'Organo di Controllo, anche monocratico, si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni sul collegio sindacale previste per le società per azioni. Quando l'Organo di Controllo è strutturato in forma collegiale, le sue riunioni possono svolgersi anche per audio conferenza o video conferenza nel rispetto delle condizioni di cui al precedente articolo 15 mutate per l'Organo di Controllo strutturato nei termini sopra indicati.

Il Revisore è nominato con decisione dei Soci, su proposta motivata dell'Organo di Controllo, e può essere sia un revisore legale dei conti persona fisica che una società di revisione legale, iscritti nell'apposito registro.

Il Sindaco Unico o il Collegio Sindacale e il Revisore, se nominato, durano in carica fino alla data in cui l'Assemblea dei Soci è convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio successivo a quello in corso alla data della rispettiva nomina.

### **Titolo V. Bilancio ed utili**

#### **Art. 18. Esercizi sociali e bilancio.**

18.1. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

18.2. Alla fine di ogni esercizio sociale l'organo amministrativo procederà alla formazione del bilancio che verrà depositato secondo le norme di legge in materia. Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale salva la possibilità di un maggior termine nei limiti ed alle condizioni previsti dall'art. 2364 secondo comma c.c.



**Art. 19. Distribuzione degli utili.**

19.1. La decisione dei soci, che approva il bilancio, delibera sulla distribuzione degli utili.

**Titolo VI. Scioglimento e liquidazione****Art. 20. Scioglimento e liquidazione.**

20.1. La Società si scioglie nei casi previsti dalla legge.

**Titolo VII. Disposizioni generali****Art. 21. Clausola compromissoria.**

21.1. Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra la società, i soci, gli amministratori, i liquidatori ed i sindaci, che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolto da un Arbitro, nominato dal Presidente del Tribunale nella cui giurisdizione si trova la sede della Società.

21.2. L'Arbitro deciderà in via rituale secondo diritto.

21.3. Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'Arbitro vincoleranno le parti.

21.4. L'Arbitro determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

21.5. Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n. 5.

21.6. La soppressione e le modifiche della presente clausola compromissoria deve essere approvata con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso dell'articolo 11).

**Art. 22. Unico socio.**

22.1. Le disposizioni del presente statuto si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

**Art. 23. Comunicazioni.**

23.1. Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società o tra di loro, è quello che risulta dal libro soci.

**Art. 24. Libro soci.**

24.1. La società tiene, a cura degli amministratori, con le stesse modalità stabilite dalla legge per gli altri libri sociali, il libro dei soci, nel quale devono essere indicati il nome e il domicilio dei soci, la partecipazione di spettanza di ciascuno, i versamenti fatti sulle partecipazioni, le variazioni nelle persone dei soci, nonché, ove comunicato, il loro indirizzo telefax e di posta elettronica, ai fini stabiliti dal presente statuto.

**Art. 25. Rinvio.**

25.1. Per quanto non espressamente contemplato nel presente Statuto si fa espresso riferimento alle disposizioni del Codice Civile in materia di Società a responsabilità limitata ed alle vigenti leggi per la stessa materia.

**Art. 26. Foro competente.**

26.1. In caso di controversia tra i soci o tra i soci e la società o ancora tra i soci e gli organi della società, competente sarà il Tribunale di Rimini.

26.2. Nell'ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, i soci si impegnano nelle controversie relative ai rapporti societari a consentire l'estromissione della fiduciaria ai sensi dell'art. 111 c.p.c. e a proseguire il processo nei confronti del fiduciante effettivo proprietario della partecipazione."

*Dixième résolution*

L'Assemblée DECIDE de nommer en tant que seul et unique administrateur de la société droit italien, la personne suivante:

Monsieur Stefano BERTI, né à Bologne (Italie), le 30 août 1958, domicilié à Viale Valturio, n. 44, L-47923 Rimini (Italie)  
Cod. fiscale: BRT SFN 58M30 A944W.

*Onzième résolution*

L'Assemblée DECIDE en outre de conférer à Monsieur Stefano BERTI, prénommé, tous pouvoirs nécessaires en vue de l'exécution matérielle de qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

*Douzième résolution*

L'Assemblée DECIDE que toutes les résolutions prises ci-avant prendront effet à partir du jour de la tenue de la présente assemblée générale extraordinaire.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé tous avec Nous le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J.M. DEBATY, C. AGOSTINI, A. SCARCELLI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15163. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014183224/365.

(140206125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

**BCGSS 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.986.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of November,

Before us, Me Marc Loesch, notary with offices in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared the following:

BCGSS 2 Guernsey Ltd, a company limited by shares incorporated under the laws of Guernsey, with its registered office at First Floor, Dorey Court, Admiral Park, St. Peter Port, Guernsey, GY1 6HJ, Guernsey and registered with the Guernsey Registry under number 59303,

represented by Mrs Messaouda Benbouzid, lawyer with offices at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

pursuant to a power of attorney under private seal given on November 19, 2014, which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the holder and the undersigned notary, will be appended to the present instrument for the purpose of registration.

The party, represented as indicated above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of association for a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it establishes as follows:

**Part I. Corporate form and name, Registered office, Corporate purpose and term of existence**

**Art. 1. Corporate Form and Name.** The original subscribers and all who may subsequently acquire the shares hereafter issued hereby establish a company which takes the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Act"), Article 1832 of the Civil Code, as amended, and the present articles of association (the "Articles").

The Company is incorporated under the name "BCGSS 2 S.à r.l.".

**Art. 2. Registered Office.** The Company has its registered office in Luxembourg.

The Company's Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to transfer the Company's registered office to any other location in the City of Luxembourg.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may resolve to establish branches or other places of business in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Should extraordinary political, economic or social developments occur or become imminent which are liable to interfere with the Company's normal activities at its registered office or hinder communications within that office or between that office and persons abroad, the Manager or, as the case may be, the Board of Managers may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of such extraordinary circumstances. Such temporary measures will not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office abroad, will remain governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 3. Corporate Purpose.** The purpose of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

**Art. 4. Term of Existence.** The Company is incorporated for an unlimited term of existence.

## Part II. Share capital and shares

**Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, to which any premium paid on the shares, over and above the par value, will be transferred. The Company may use the amount held in the premium account to redeem its shares, set off net losses, and make distributions to shareholders or it can allocate the funds to the statutory reserve.

**Art. 6. Shares.** All shares are and will remain in registered form.

If and when the Company has only one shareholder, this shareholder may freely transfer its/her/his shares.

If and when the Company has several shareholders, the shares may be transferred freely only amongst the shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders, at which at least three quarters of the share capital, which present or represented, cast their vote in favour of such transfer.

Shares may be transferred either by means of a notarised instrument or a private agreement. Any such transfer is not binding on the Company or third parties unless duly notified to or accepted by the Company, in accordance with Article 1690 of the Civil Code.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of shares must appoint a single person to represent them vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of the rights attached to the relevant share until a single representative is appointed.

**Art. 7. Capital Increases and Reductions.** The Company's share capital may be increased or reduced on one or more occasions pursuant to a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, provided the quorum and majority set out in these Articles or the Act, as the case may be, are met.

## Part III. Management, The board of managers and auditors

**Art. 8. Management.** The Company shall be managed by one or more managers, who need not be shareholders in the Company (the "Manager(s)"). If several Managers are appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, which will determine their number, remuneration and the duration of their term of office. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and removed from office at any time, with or without cause, pursuant to a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to appoint class A and class B Managers.

Even after the end of their term of office, the Manager(s) shall not disclose information that could be detrimental to the Company's interests, except when disclosure is required by law.

**Art. 9. Meetings of the Board of Managers.** If the Company has a single Manager, the latter will exercise the powers granted by the Act to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairperson (the "Chair") from amongst its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager, to keep minutes of meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet further to a notice sent by the Chair or at the request of any Manager. The Chair will preside over all meetings of the Board of Managers. In the Chair's absence, the Board of Managers may appoint another Manager as pro tempore chair by a majority vote of those present or represented at the meeting.

Except in urgent cases or with the prior consent of all those entitled to attend the meeting, at least twenty-four hours' written notice of a Board of Managers meeting must be given. Any such notice shall specify the place, date, time and agenda of the meeting.

The abovementioned notice requirement may be waived unanimously in writing by all Managers, either at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at a time and place previously approved by the Board of Managers.

Every Board meeting shall be held in Luxembourg or another location indicated in the notice.

A Manager may appoint in writing another Manager to represent him/her at any meeting of the Board of Managers.

The quorum required for meetings of the Board of Managers shall be the presence or representation of a majority of Managers holding office.

Decisions shall be taken by a majority of the votes cast by those Managers present or represented at the meeting. In the event of a tie, the Chair shall cast the deciding vote.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other means of communication allowing several persons to communicate simultaneously with each other. Such methods of participation are considered equivalent to physical presence at the meeting.

A written decision signed by all Managers is proper and valid as if it had been adopted at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such a decision can be enacted either in a single document or in several documents with the same content, each signed by one or more Managers.

**Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers.** The minutes of meetings of the Board of Managers or, as the case may be, written decisions taken by the Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, the Manager. Any proxies shall remain appended thereto.

Copies of or extracts from the minutes or decisions shall be certified by the Manager or, as the case may be, the Chair of the Board of Managers or by any two Managers.

**Art. 11. General Powers of the Managers.** The Manager or, as the case may be, the Board of Managers has the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administration or disposal which are necessary or useful to accomplish the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Act to the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders can be exercised by the Manager or the Board of Manager, as the case may be.

**Art. 12. Delegation of Powers.** The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special duties on any member(s) of the Board of Managers or any other person(s), who need not be a Manager or shareholder of the Company, acting alone or jointly, under such terms as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also establish one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

**Art. 13. Representation of the Company.** If only one Manager has been appointed, the Company will be bound to third parties by the signature of that Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

If the Company is managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound to third parties by the joint signature of any two Managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

Notwithstanding the foregoing, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or more class A Managers and one or more class B Managers, the Company will be bound to third parties by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager, as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory authority, within the limits of such authority.

**Art. 14. Conflicts of Interest.** No contract or transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated solely due to the fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including without limitation any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of, that other

company or firm. Except as otherwise provided herein, any duly authorised representative of the Company, including without limitation any Manager, who serves as a duly authorised representative of another company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business shall not, for that sole reason, automatically be prevented from taking part in the deliberations and acting on any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the foregoing, in the event a Manager has a personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the Company's day-to-day management, concluded in the Company's ordinary course of business, and arm's-length transactions, s/he shall inform the Board of Managers thereof and shall not deliberate or vote on the transaction. The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, shall be notified of the transaction and the Manager's interest therein. When the Company has only a single Manager, any transaction to which the Company is a party and in which the Manager has a personal interest that conflicts with the Company's interest therein, other than those falling within the scope of the Company's day-to-day management, concluded in the Company's ordinary course of business, and arm's-length transactions, must be approved by the sole shareholder.

**Art. 15. Indemnification.** The Company shall indemnify any Manager and the latter's heirs, executors and administrators for expenses reasonably incurred in connection with any action, lawsuit or proceedings to which the Manager may be made a party by reason of being or having been a Manager or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which the Manager is not entitled to be indemnified, except for actions, lawsuits or proceedings in relation to matters for which the Manager is held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters in relation to which the Company has been advised by its legal counsel that the Manager did not commit a breach of his or her duties. This right to indemnification is without prejudice to any other rights to which the relevant person may be entitled.

**Art. 16. Audit.** Unless the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Act, the supervision of the Company's operations may be, or shall be if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors, who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of statutory or independent auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor, and the duration of their term of office. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-appointed at the end of their term and removed from office at any time, with or without cause, pursuant to a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

#### Part IV. Meetings of shareholders

**Art. 17. Annual General Meeting.** The annual general meeting, to be held only if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the Company's registered office or at any other location specified in the notice of the meeting.

If this date is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held the next business day.

**Art. 18. Other General Meetings of Shareholders.** The Manager or the Board of Manager, as the case may be, the auditor(s), if any, or shareholders holding more than half the Company's share capital can call other general meetings of shareholders in accordance with the requirements of the Act.

If the Company has less than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not mandatory and the shareholders may vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if so required by an event of force majeure, in the opinion of the Manager or the Board of Managers, as the case may be.

**Art. 19. Powers of the General Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted general meeting of shareholders represents the totality of the Company's shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers reserved to it by the Act and these Articles.

**Art. 20. Procedure and Voting.** The general meeting of shareholders will meet further to a notice sent by the Manager or the Board of Managers, as the case may be, the auditor(s), if any, or shareholders holding more than half the Company's share capital, which meets the requirements of the Act and these Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all shareholders are present or represented at a general meeting and state that they have been informed of the agenda, the meeting may be held without notice.

A shareholder may appoint in writing, pdf via e-mail or by fax a proxy holder, who need not be a shareholder, to represent him or her at a meeting.

One or more shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, videoconference or any similar means of communication enabling several persons to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to physical presence at the meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

The Chair of the Board of Managers or, in the Chair's absence, any other person appointed by the general meeting of shareholders shall preside over the meeting.

The chairperson of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or more returning officer(s).

The chairperson of the general meeting of shareholders, together with the secretary and the returning officer(s), shall form the bureau of the meeting.

An attendance list indicating the name of each shareholder, the number of shares held and, if applicable, the name of the shareholder's representative, shall be drawn up and signed by the members of the bureau or, as the case may be, their representatives.

Each share carries one vote, except as otherwise provided for by the Act.

Except as otherwise required by the Act or these Articles, any amendment to the present Articles must be approved by (i) a majority of the shareholders in numerical terms and (ii) representing three-quarters of the share capital.

Except as otherwise required by the Act or these Articles, all other resolutions must be approved by shareholders representing more than half the share capital. If the required quorum is not met at the first meeting, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions adopted by a majority of the votes cast, regardless of the percentage of share capital represented.

**Art. 21. Minutes of Shareholder Meetings.** Written decisions of the sole shareholder or the minutes of general meetings of shareholders, as the case may be, shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, the bureau.

Copies of or extracts from the decisions of the sole shareholder or, as the case may be, minutes of the general meeting of shareholders shall be certified by the Manager or the Chair of the Board of Managers or any two Managers, as the case may be.

#### **Part V. Financial year and allocation of profits**

**Art. 22. Financial Year.** The Company's financial year starts to run on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

**Art. 23. Approval of the Annual Accounts.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall prepare the Company's annual accounts in accordance with the Act and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his/her representative may inspect the annual accounts at the Company's registered office, as provided by the Act.

**Art. 24. Allocation of Profit.** Five percent (5%) of the Company's net annual profit shall be allocated each year to the reserve required by the Act, until this reserve reaches ten percent (10%) of the Company's subscribed capital.

The sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, shall determine how the remaining profits will be allocated, which may be used, in whole or in part, to absorb existing losses, if any, set aside in a reserve, carried forward to the next following financial year, or distributed to the shareholder(s) as a dividend.

**Art. 25. Interim Dividends.** The Manager or the Board of Managers, as the case may be, is authorised to pay interim dividends, provided interim financial statements have been drawn up showing that the Company has sufficient funds to make such a distribution.

#### **Part VI. Dissolution and liquidation**

**Art. 26. Dissolution and Liquidation.** The Company may be dissolved pursuant to a decision of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, approved by the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the Act.

If the Company is dissolved, liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, which will also determine their powers and compensation.

After settling all outstanding debts and liabilities, including taxes and liquidation costs, the remaining net assets of the Company shall be distributed amongst the shareholders pro rata in accordance with their shareholdings.

#### **Part VII. Applicable law**

**Art. 27. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be settled in accordance with the applicable law.



### *Subscription and Payment*

These Articles have been drawn up by the appearing party, which has subscribed to and fully paid up in cash the entirety of the twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Proof of payment has been provided to the undersigned notary who states that the conditions set forth in Article 183 of the Act have been fulfilled and expressly testifies to the fulfilment of these conditions.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company as a result of this instrument of incorporation are estimated at one thousand four thousand euro (EUR 1,400).

### *Transitional Provision*

The first financial year will begin on today's date and end on 31 December 2015.

### *Extraordinary general meeting*

The abovementioned shareholder(s), representing the Company's entire subscribed share capital, immediately hold an extraordinary general meeting and pass the following resolutions:

1. The number of Managers is set at two and the following persons are appointed Managers for an unlimited term:

- Mr. Jewootah Sanjeev Kumar, born in Mauritius on 29 December 1975, with his professional address at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg; and

- Mr. Yves Victor Emilie Cheret, born in Belgium on 1 May 1966, with his professional address at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg.

2. The Company's registered office shall be located at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The present instrument was drawn up in Luxembourg, on the date indicated at the top of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that, at the request of the abovementioned party, this instrument has been drafted in English, accompanied by a French version. At the request of the same abovementioned party, in the event of discrepancies between the English and French versions, the English text will prevail.

This document having been read to the proxy holder of the appearing party, who are known to the notary by last name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary this original instrument.

### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le douze novembre,

Par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

BCGSS 2 (GUERNSEY) LIMITED, une société en commandite par action, constituée selon les lois de Guernesey, ayant son siège social à First Floor, Dorey Court, Admiral Park, St. Peter Port, Guernesey, GY1 6HJ, Guernesey, et immatriculée auprès du Registre de Guernesey sous le numéro 59303,

représentée par Madame Messaouda Benbouzid, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 11 novembre 2014, qui après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

### **Chapitre I<sup>er</sup> . Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination Sociale.** Il est formé par les souscripteurs et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination " BCGSS 2 S.à r.l."

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social est établi à Luxembourg Ville. Le Gérant de la Société ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée ci-dessus.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Au cas où le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la

communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège à l'étranger, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son objet social.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Chapitre II. Capital social, Parts sociales

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00.-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 6. Parts Sociales.** Chaque part sociale sera et restera sous forme nominale.

Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses parts librement.

Si la Société est composée de plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles uniquement entre associés. Dans cette situation, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être documentée dans un acte notarié ou sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

## Chapitre III. Gérance, Conseil de gérance et commissaires aux comptes

**Art. 8. Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants sont nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").



Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de catégorie A et en Gérants de catégorie B.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

**Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance.** Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord unanime écrit de tous les Gérants donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance.** Les procès-verbaux de la réunion du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant de la Société. Toutes les procurations seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le Gérant ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants.

**Art. 11. Pouvoirs des Gérants.** Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

**Art. 12. Délégation de Pouvoirs.** Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

**Art. 13. Représentation de la Société.** En cas de nomination d'un seul Gérant, la société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de ce Gérant, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui le Gérant a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Dans le cas où la Société est gérée par un Conseil de Gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux Gérants ainsi que par la signature unique de toute personne à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de catégorie A et un ou plusieurs Gérants de catégorie B, la Société sera liée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

**Art. 14. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est composée d'un seul Gérant, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique.

**Art. 15. Indemnisation.** La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associée ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

**Art. 16. Révision des comptes.** Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Assemblée générale des associés

**Art. 17. Assemblée Générale des Associés.** L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée.

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 18. Autres Assemblées Générales des Associés.** Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

**Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

**Art. 20. Procédure, Vote.** L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

**Art. 21. Procès-verbaux des résolutions des associés.** Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établis par écrit et signés par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Gérant ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

## Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 22. Année Sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

**Art. 23. Approbation des Comptes Annuels.** A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

**Art. 24. Affectation des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

**Art. 25. Dividendes Intérimaires.** Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

## Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 27. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

### *Souscription et paiement*

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit aux douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00.-) chacune et les a intégralement libérées en espèces.

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées.

### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

### *Dispositions transitoires*

La première année sociale commencera ce jour et finira le 31 décembre 2015.

### *Assemblée générale extraordinaire*

Les associés précités, représentant tout le capital souscrit, ont tout de suite adopté les résolutions suivantes:

1) Fixation du nombre de Gérants à deux et nomination des Gérants suivants pour une durée illimitée:

- Monsieur Jewootah Sanjeev Kumar, né à l'Île Maurice le 29 décembre 1975, ayant son adresse professionnelle à 9A, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg; and

- Monsieur Yves Victor Emilie Cheret, né en Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1966, ayant son adresse professionnelle à 9A, boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg.

2) Fixation du siège social de la Société à 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Benbouzid, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 14 novembre 2014. REM/2014/2472. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183208/579.

(140206678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

**Metamorphlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 191.842.

—  
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-eighth of October.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

“Metamorphlux Topco S.à r.l.”, a company organised under the laws of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, prenamed, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on October 28<sup>th</sup>, 2014.

The said power of attorney, initialed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its above stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they deem to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby formed a société à responsabilité limitée under the name of "Metamorphlux S.à r.l." (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, to acquire patents and licences, to manage and develop them.

The Company may borrow and raise funds, including, but not limited to, borrowing money in any form or obtaining any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, debentures, promissory notes, and other debt or equity instruments, convertible or not, on a private basis for the purpose listed above.

The Company can also enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies;

- give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person;

- enter into agreements, including, but not limited to any kind of credit derivative agreements, partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, distribution agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, or other in relation to its purpose;

The Company may also perform all commercial, technical and financial operations, if these operations are likely to enhance the abovementioned objectives as well as operations directly or indirectly linked to the activities described in this article.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited duration.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the City of Luxembourg by means of a resolution of the Board of Managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

**B. Share capital - Shares**

**Art. 5.** The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one cent (EUR 0.01-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 6.** The shares held by the sole partner are freely transferable among living persons and by way of inheritance or in case of liquidation of joint estate of husband and wife.

In case of more partners, the shares are freely transferable among partners. In the same case they are transferable to non-partners only with the prior approval of the partners representing at least three quarters of the capital. In the same case the shares shall be transferable because of death to non-partners only with the prior approval of the owners of shares representing at least three quarters of the rights owned by the survivors.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by the decision of the sole partner or, should this happen, by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

### C. Management

**Art. 10.** The Company shall be managed by a board of managers composed of three (3) members at least, who need not be partners of the Company.

The managers shall be elected by a resolution of the partners for an unlimited duration. A manager may be removed with or without cause and replaced at any time by a resolution adopted by the partners.

In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, retirement or otherwise, the remaining managers may elect, by majority vote, a manager to fill such vacancy until the next resolution of the partners ratifying such election.

**Art. 11.** The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the partners.

The board of managers shall meet upon call by the chairman or two managers at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of partners and the board of managers, but in his absence the managers or the board of managers may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or e-mail of each manager.

Separate notice shall not be required for meetings at which all the managers are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by fax or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another manager as his proxy. One manager can represent more than one of his/her co-managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decision shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting.

In the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a manager, officer or employee in the other contracting party), such manager shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such manager's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of partners.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 12.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting, or by two managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two (2) managers.



**Art. 13.** The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the resolution of the partners fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

**Art. 14.** The Company will be bound by the sole signature of any manager of the Company, as well as by the joint or single signature of any person or persons to whom specific signatory powers shall have been delegated by the board of managers.

**Art. 15.** The managers shall be responsible in accordance with article 59 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, for the performance of their duties.

To the extent permissible under Luxembourg law and provided that, to the extent applicable, discharge has been granted by the general meeting of shareholders for any liability resulting from the performance of their duties, the managers, auditors, secretaries and other officers, servants or agents of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company from and against all actions, costs, charges, losses, damages and expenses, which they or any of them shall or may incur or sustain by reason of any contract entered into or any act done, concurred in, or omitted, in connection with the performance of their duties or in relation thereto except for any costs, charges, losses, damages and expenses they shall incur or sustain as a result of their own wilful act, neglect or default respectively.

None of them shall be liable for (i) the acts, neglects or defaults of the other manager(s), or for having acted jointly with the other managers for compliance purposes; or (ii) for any bankers or other persons with whom any assets of the Company shall or may be lodged or deposited for safe custody; or (iii) for any bankers, brokers, or other persons to whom assets of the Company have been remitted; or (iv) for any defect of title of the Company to any property purchased; or (v) for the insufficiency or deficiency or defect of title of the Company any security for which any moneys of the Company have been invested; or (vi) for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part; or (vii) for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall happen in the performance of their respective duties or in relation thereto, except if the same shall happen as a result of their own wilful act, neglect or default respectively.

#### **D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners**

**Art. 16.** The sole partner exercises the powers devolved to the meeting of partners by the dispositions of section XII of the law of August 10, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions, which exceed the powers of the managers are taken by the sole partner.

In case of more partners the decisions, which exceed the powers of the managers shall be taken by the meeting.

Each partner may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares, which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Any issuance of shares as a result of the conversion of convertible bonds or other similar financial instruments shall mean the convening of a prior general meeting of partners in accordance with the provisions of Article 7 above. Each convertible bond or other similar financial instrument shall be considered for the purpose of the conversion as a subscription for shares to be issued upon conversion.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 17.** The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

**Art. 18.** Each year, as at the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amount to one tenth of the issued capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The excess is attributed to the sole partner or distributed among the partners. However, the sole partner or, as the case may be, the meeting of partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The board of managers may decide to pay interim dividends to the sole partner or the partners, as applicable, before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since

the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, or these articles of association and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the sole partner or the relevant partners, as applicable.

## F. Dissolution - Liquidation

**Art. 19.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be partners, and which are appointed by the general meeting of partners, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 20.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

### *Transitional disposition:*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31<sup>st</sup>, 2015.

### *Subscription and payment:*

The one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed by the appearing party "Metamorphlux Topco S.à r.l.", prenamed and represented as aforesaid, and fully paid-up by contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who states it.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

### *Decision of the sole shareholder:*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entirety of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite duration:

- Mr Eddy PERRIER, born on July 5<sup>th</sup>, 1977 in Saint Jean de Maurienne, France, with professional address at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg;

- Mr. Kees JAGER, born on April 1<sup>st</sup>, 1977 in Guernsey, Channel Islands, with professional address at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY1 3QL Guernsey; and

- Mr. Cédric PEDONI, born on March 24<sup>th</sup>, 1975 in Villerupt, France, with professional address at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit octobre;

Pardevant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

### A COMPARU:

«Metamorphlux Topco S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

dûment représenté par Madame Virginie PIERRU, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 28 octobre 2014; et



La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

### **A. Nom - Durée - Objet - Siège - Social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Metamorphlux S.à r.l.» (ci-après la «Société») laquelle sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères; l'acquisition de tous titres, droits et actifs par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et mise en valeur.

La Société peut emprunter et lever des fonds, y compris, mais sans être limité à, emprunter de l'argent sous toutes formes et obtenir des prêts sous toutes formes et lever des fonds à travers, y compris, mais sans être limité à, l'émission d'obligations, de titres de prêt, de billets à ordre et d'autres titres de dette ou de capital convertibles ou non, dans le cadre de l'objet décrit ci-dessus.

La Société peut également entrer dans les transactions suivantes, étant entendu que la Société n'entrera pas dans une quelconque transaction qui l'engagerait dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- accorder des prêts sans limitation à ses filiales, sociétés liées ou toute autre société, y compris, les fonds provenant d'emprunts, d'émission de titres de prêt ou de titres de capital;

- accorder des garanties, mises en gage, transférer, nantir, créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs, garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de tout autre société et, plus généralement, dans son propre intérêt ou dans celui de toute autre société ou personne.

- entrer dans des accords, y compris, mais non limité à n'importe quelle sorte d'accords de dérivée de crédit, d'accords d'association, d'accords de garantie, d'accords de marketing, d'accords de distribution, d'accords de gestion, d'accords de conseil, d'accords d'administration et d'autres contrats de services, d'accords de vente, ou d'autre en rapport avec son objet social.

La Société peut également faire toutes opérations commerciales, techniques et financières, si ces opérations sont utiles à la réalisation de son objet tel que décrit dans le présent article ainsi que des opérations directement ou indirectement liées aux activités décrites dans cet article.

**Art. 3.** La durée de la Société est illimitée.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville, Grand-Duché du Luxembourg. Il pourra être transféré à n'importe quelle autre place dans la ville de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance. Il peut être créé, par simple décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

### **B. Capital social - Actions**

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent (0,01- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Chaque part donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts existantes.

**Art. 6.** Les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement transmissibles entre vifs et par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou si le cas se réalise, moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société.

### C. Gérance

**Art. 10.** La société est gérée par un conseil de gérance composé de trois (3) membres au moins, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la Société.

Les gérants sont élus par une résolution des associés pour une durée illimitée. Un gérant peut être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment par une décision des associés.

En cas de vacance d'un poste d'un gérant pour cause de décès, démission ou toute autre cause, les gérants restants pourront élire, à la majorité des votes, un gérant pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la confirmation de cette élection par les associés.

**Art. 11.** Le conseil de gérance peut nommer un président parmi ses membres ainsi qu'un vice-président. Il pourra alors être désigné un secrétaire, gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des conseils de gérance et des associés.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le Président ou par deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le Président est tenu de présider toutes les réunions d'associés et tous les conseils de gérance, cependant en son absence les associés ou les membres du conseil de gérance pourront nommer un président protempore par vote à la majorité des voix présentes à cette réunion ou à ce conseil.

Un avis écrit portant sur toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour ladite réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation écrite sur accord de chaque gérant donné par écrit en original, télécopie ou e-mail.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions du conseil de gérance au cours desquelles l'ensemble des gérants sont présents ou représentés et ont déclaré avoir préalablement pris connaissance de l'ordre du jour de la réunion ainsi que pour toute réunion se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter aux conseils de gérance en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, soit par un moyen de communication électronique dont l'authenticité aura pu être établie, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses co-gérants.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Au cas où un gérant de la Société aurait un intérêt personnel opposé dans une quelconque affaire de la Société (autre qu'un intérêt opposé survenu en sa qualité de gérant, préposé ou employé d'une autre partie en cause) ce gérant devra informer le conseil de gérance d'un tel intérêt personnel et opposé et il ne pourra délibérer ni prendre part au vote sur cette affaire. Un rapport devra, par ailleurs, être fait au sujet de l'intérêt personnel et opposé de ce gérant à la prochaine assemblée des associés.

Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, et communiquer entre elles. Une réunion peut ainsi ne se tenir qu'au moyen d'une conférence téléphonique. La participation par ce moyen à une réunion est considérée avoir été assurée en personne.

Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions portant sur un ou plusieurs documents par voie circulaire pourvu qu'elles soient prises après approbation de ses membres donnée au moyen d'un écrit original, d'un facsimile, d'un e-mail ou de tous autres moyens de communication. L'intégralité formera le procès-verbal attestant de la résolution prise.

**Art. 12.** Les procès-verbaux des conseils de gérance seront signés par le Président et, en son absence, par le président pro-tempore qui aurait assumé la présidence d'une telle réunion, ou par deux (2) gérants.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou par deux gérants.

**Art. 13.** Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts aux associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société pour la gestion journalière, à tout gérant ou gérants, qui à leur tour peuvent constituer des comités délibérant dans les conditions déterminées par le conseil de gérance. Il peut également conférer des pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, gérant ou non, nommer et révoquer tous préposés, employés et fixer leurs émoluments.

**Art. 14.** La Société sera engagée par la seule signature de chacun des gérants de la Société ou encore par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auraient été délégués par le conseil de gérance.

**Art. 15.** Les gérants sont responsables conformément à l'article 59 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée, pour l'exercice de leurs fonctions.

Pour autant que la loi luxembourgeoise l'autorise et à condition que décharge ait été accordée par l'assemblée générale des associés concernant toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions, les gérants, commissaires aux comptes, secrétaires et autres dirigeants, préposés ou mandataires de la Société seront indemnisés sur l'actif de la Société contre toutes actions, coûts, charges, pertes, dommages et dépenses qu'ils doivent ou devraient, ou que l'un d'entre eux doit ou devrait, encourir ou engager pour cause d'une signature de contrat ou de toute action effectuée ou omise directement ou indirectement liée à l'exercice de leurs fonctions, à l'exception de ceux qu'ils encourent du fait de leur propre acte de malveillance, négligence ou manquement respectivement.

Aucun d'entre eux ne devra être responsable pour (i) les actes, négligences ou manquements commis par le(s) autre(s) gérant(s) ou pour avoir agi conjointement avec les autres gérants dans un but de conformité; ou (ii) pour tout banquier ou toute autre personne auprès duquel des actifs de la Société pourraient être déposés pour en assurer la garde; ou (iii) pour tout banquier, courtier ou toute autre personne entre les mains desquelles des actifs de la Société ont été remis; ou (iv) pour un défaut de titre de la Société pour l'achat de tout bien; (v) pour l'insuffisance, l'absence ou l'invalidité de titre de la Société alors que des fonds de la Société ont été investis; ou (vi) pour toute perte ou dommage occasionné par une erreur de jugement ou d'inadvertance de leur part; (vii) pour toute perte, dommage ou inconvénient de toute sorte qui se produiraient dans l'exercice de leurs fonctions respectives ou en relation avec celles-ci, excepté s'ils résultent de leur propre malveillance, négligence ou manquement.

#### **D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés**

**Art. 16.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il s'en suit que toutes les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Toute émission de parts sociales suite à la conversion d'obligations convertibles ou d'autres instruments financiers similaires entraîne la convocation préalable d'une assemblée générale d'associés conformément aux dispositions de l'Article 7 ci-dessus. Pour les besoins de la conversion, chaque obligation convertible ou autre instrument financier similaire sera considérée comme une souscription de parts sociales à émettre lors de la conversion.

#### **E. Exercice social - Bilan - Répartitions**

**Art. 17.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

**Art. 18.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Le solde créditeur du compte de pertes et profits après déduction tous dépenses, amortissements, charges et provisions représentent le bénéfice net de la société.

Chaque année il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net qui sera alloué à la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint dix pourcent (10%) du capital social, étant entendu que ce prélèvement doit reprendre jusqu'à ce que le fond de réserve soit entièrement reconstitué si, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, il a été entamé.

Le surplus est attribué à l'associé unique ou est distribué entre les associés. Cependant l'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider selon vote majoritaire en vertu des dispositions légales applicables que le bénéfice, après déduction de la réserve sera reporté ou alloué à une réserve spéciale.

Le conseil de gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires à l'associé unique ou aux associés, le cas échéant, avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ou selon les présents statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés soient récupérables par l'associé unique ou aux associés, le cas échéant.

## F. Dissolution - Liquidation

**Art. 19.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

### *Disposition transitoire:*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

### *Souscription et libération:*

Les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) de parts sociales ont toutes été souscrites par la comparante «Metamorphlux Topco S.à r.l.», prénommée et représentée comme ci-avant et entièrement libérées moyennant apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ neuf cents euros (900.- EUR).

### *Décisions de l'associée unique:*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique, représentée comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Eddy PERRIER, né le 5 juillet 1977 à Saint Jean de Maurienne, France, avec adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg;

- Monsieur Kees JAGER, né le 1<sup>er</sup> avril 1977 à Guernesey, Channel Islands, ayant son adresse professionnelle à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY1 3QL Guernesey; et

- Monsieur Cédric PEDONI, né le 24 mars 1975 à Villerupt, France, ayant son adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 octobre 2014. LAC/2014/50647. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177790/422.

(140203372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

### **Office Central Partners Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8311 Capellen, 81, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 64.710.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177871/9.

(140203907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**Silverlands (SA) Plantations, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 16.671.185,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 171.996.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of the month of October;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

“Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi”, a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 167402,

here represented by Mrs. Mary NEVILLE, employee, residing professionally in Munsbach, by virtue of a proxy given under private seal on October 27<sup>th</sup>, 2014.

Said proxy, after signature “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said before, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) existing under the name of “Silverlands (SA) Plantations”, (the “Company”), with registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 171996, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 4, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2734 on 11 November, 2012,

and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on August 7<sup>th</sup>, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- The Company’s capital is currently set at fifteen million nine hundred and seventy nine thousand three hundred and eight US dollars (USD 15,979,308), represented by fifteen million nine hundred and seventy nine thousand three hundred and eight (15,979,308) shares of a nominal value of one US dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up;

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven US dollars (USD 691,877.-) in order to bring it from its present amount of fifteen million nine hundred and seventy nine thousand three hundred and eight US dollars (USD 15,979,308.-) to sixteen million six hundred and seventy one thousand one hundred and eighty five US dollars (USD 16,671,185.-) by the creation and the issue of six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven (691,877) new shares of a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each.

2. Subscription and payment of all the six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven (691,877) newly issued shares by “Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi” by a contribution in kind consisting in the conversion of a certain, liquid and enforceable claim.

3. Amendment of article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company as a consequence of the increase of the share capital of the Company.

4. Miscellaneous.

The sole shareholder then passed the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven US dollars (USD 691,877.-) in order to bring the share capital from its present amount of fifteen million nine hundred and seventy nine thousand three hundred and eight US dollars (USD 15,979,308.-) represented by fifteen million nine hundred and seventy nine thousand three hundred and eight (USD 15,979,308.-) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, to sixteen million six hundred and seventy one thousand one hundred and eighty five US dollars (USD 16,671,185.-) and to issue in this respect six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven (691,877) new shares (the “New Shares”) with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each.

*Second resolution*

The six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven (691,877) New Shares are entirely subscribed by the sole shareholder “Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi”, prenamed.

The New Shares have been issued in counterpart for their nominal value of six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven US dollars (USD 691,877) by a contribution in kind consisting in the conversion of a certain,

liquid and enforceable claim (the “Claim”) that “Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi”, prenamed, holds against the Company.

The existence and the valuation of the Claim results from a certificate issued by the Company’s managers on October 27<sup>th</sup>, 2014, which, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed after signature for the purpose of registration.

It results that nothing opposes to the conversion arising from the Claim of an amount of six hundred and ninety one thousand eight hundred and seventy seven US dollars (USD 691,877) into capital of the Company.

#### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolution, Article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. paragraph 1.** The Company’s capital is set at sixteen million six hundred and seventy one thousand one hundred and eighty five US dollars (USD 16,671,185.-) represented by sixteen million six hundred and seventy one thousand one hundred and eighty five (16,671,185) shares of a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand eight hundred Euro (EUR 1,800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le vingt-huit octobre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### **A COMPARU:**

«Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167402,

ici représentée par Madame Mary NEVILLE, employée, demeurant professionnellement à Munsbach, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 27 octobre 2014.

Laquelle procuration, après signature “ne varietur” par la mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

- La partie comparante est l’associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de “Silverlands (SA) Plantations” (la “Société”), avec siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171996, constituée en vertu d’un acte reçu par le notaire instrumentant, le 4 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2734 du 11 novembre 2012,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant, le 7 août 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à quinze millions neuf cent et soixante-dix-neuf mille trois cent huit dollars US (15,979,308,- USD), représenté par quinze millions neuf cent et soixante-dix-neuf mille trois cent huit (15,979.308) parts sociales d’une valeur nominale d’un dollar US (1,- USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées;

- L’ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d’un montant de six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept dollars US (691.877,-USD) afin de le porter de son montant actuel de quinze millions neuf cent et soixante-dix-neuf mille trois cent huit dollars US (15.979.308- USD) à seize millions six cent soixante et onze mille cent et quatre vingt cinq dollars US (16.671.185-USD), par la création et l’émission de six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept (691.877) nouvelles parts sociales d’une valeur nominale d’un dollar US (1,- USD) chacune.



2. Souscription et paiement de toutes les six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept (691.877) parts sociales nouvellement émises par «Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», par l'apport en nature consistant en la conversion d'une créance certaine, liquide et exigible.

3. Modification de l'article 6, alinéa 1, des statuts de la Société en conséquence de l'augmentation du capital social de la Société.

4. Divers.

L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept dollars US (691.877,- USD) pour le porter de son montant actuel quinze millions neuf cent et soixante-dix-neuf mille trois cent huit dollars US (15.979.308,- USD), représenté par quinze millions neuf cent et soixante-dix-neuf mille trois cent huit (15.979.308) parts sociales avec une valeur nominale d'un US dollar (1,- USD) chacune à seize millions six cent soixante et onze mille cent et quatre-vingt-cinq dollars US (16.671.185,- USD) et d'émettre à cet égard six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept (691.877) nouvelles parts sociales (les "Nouvelles Parts") avec une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune.

*Deuxième résolution*

Les six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept (691.877) Nouvelles Parts sont entièrement souscrites par l'associée unique «Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», prénommée, pré-désignée.

Les Nouvelles Parts ont été émises en contrepartie de leur valeur nominale de six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept dollars US (691,877,-USD) par l'apport en nature consistant en la conversion d'une créance certaine, liquide et exigible (la "Créance") que «Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», prénommée, a envers la Société.

L'existence et la valeur de cette Créance résulte d'un certificat émis par les gérants de la Société en date du 27 octobre 2014, qui, après avoir été signé "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte en vue de leur enregistrement.

Il en résulte que rien ne s'oppose à la conversion découlant de la Créance d'un montant de six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept dollars US (691,877,- USD) en capital social de la Société.

*Troisième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède l'Article 6, alinéa 1, des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 6. Alinéa 1.** Le capital social est fixé à seize millions six cent soixante et onze mille cent et quatre-vingt-cinq dollars US (16,671,185- USD), représenté par seize millions six cent soixante et onze mille cent et quatre-vingt-cinq (16,671,185) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.”

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille huit cents euros (1.800,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. NEVILLE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 octobre 2014. LAC/2014/50642. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174904/161.

(140200409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

**Young LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 158.268.

—  
EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 25 juin 2014 a décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé unique de la Société a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Young Luxco S.à r.l., en liquidation volontaire*

Référence de publication: 2014177275/15.

(140202503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Hamilton Holding S.à r.l., Société en Commandite spéciale.****Capital social: EUR 3.265.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.602.

En vertu d'un contrat de cession de parts sociales en date du 3 novembre 2014, trente mille trente-huit (30.038) parts sociales de chaque classe de parts sociales émises par la Société (classes A à J) et ayant une valeur nominale de cinquante centimes d'euro chacune, ont été cédées, par Chablis 2011 Limited, à Monsieur Anthony Paul Smurfit, né le 19 décembre 1963 à GBR et dont l'adresse est le 45, Ailesbury Road, Dublin 4, Irlande.

Suite à cette cession, la répartition des parts sociales est désormais la suivante:

- Chablis 2011 Limited :

- \* 622,962 parts sociales de classe A
- \* 622,962 parts sociales de classe B
- \* 622,962 parts sociales de classe C
- \* 622,962 parts sociales de classe D
- \* 622,962 parts sociales de classe E
- \* 622,962 parts sociales de classe F
- \* 622,962 parts sociales de classe G
- \* 622,962 parts sociales de classe H
- \* 622,962 parts sociales de classe I
- \* 622,962 parts sociales de classe J

- Anthony Paul Smurfit :

- \* 30,038 parts sociales de classe A
- \* 30,038 parts sociales de classe B
- \* 30,038 parts sociales de classe C
- \* 30,038 parts sociales de classe D
- \* 30,038 parts sociales de classe E
- \* 30,038 parts sociales de classe F
- \* 30,038 parts sociales de classe G
- \* 30,038 parts sociales de classe H
- \* 30,038 parts sociales de classe I
- \* 30,038 parts sociales de classe J

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2014174612/37.

(140199534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

---